



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Politiques Territoriales
et du Développement Durable

Affaire suivie par : Brigitte CAMUS

Tél : 01.64.71.77.20

Fax : 01.64.71.77.06

Mèl : brigitte.camus@seine-et-marne.pref.gouv.fr

Melun, le 23 OCT. 2007

Monsieur le Sénateur,

Par courrier du 8 octobre dernier, vous avez bien voulu me faire part de votre inquiétude quant aux conséquences environnementales liées au développement d'installations éoliennes dans le département.

Comme vous le savez, la France s'est engagée à augmenter la part d'électricité produite à partir des énergies renouvelables dans le cadre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La loi du 13 juillet 2005 qui traduit cet engagement en fixant les orientations de la politique énergétique de la France dans les vingt ans à venir, a conféré une place de premier plan aux énergies renouvelables en favorisant notamment la filière éolienne et en introduisant le concept de « Zone de Développement de l'Eolien » qui répond au souhait des collectivités locales d'accueillir des installations éoliennes sur leur territoire, tout en prenant en compte la protection des paysages, des monuments historiques et des sites remarquables et protégés.

S'il est vrai que la Seine et Marne présente un potentiel intéressant permettant de concilier à la fois le développement de nouvelles énergies, l'aménagement du territoire et la préservation de l'environnement, il n'en demeure pas moins que les projets de ce type peuvent légitimement susciter des interrogations de la part des élus et des citoyens, au regard notamment de leur insertion paysagère et territoriale.

En tout état de cause, le développement de l'éolien suppose la prise en compte de nombreux enjeux, en particulier en matière d'environnement, paysage et patrimoine.

C'est la raison pour laquelle, comme dans toute démarche d'aménagement, il convient d'informer et de disposer le plus en amont possible d'éléments d'information permettant d'orienter les projets dans les meilleures conditions possibles. Une réflexion a donc été initiée dans le département, visant à aider aux décisions d'implantations d'éoliennes dans le respect des règles et des territoires. C'est dans cet esprit qu'un « guide méthodologique relatif à l'implantation des éoliennes en Seine et Marne » a été réalisé. Comme vous le savez, ce document est consultable sur le site Internet de la préfecture depuis le printemps dernier.

Il constitue un outil d'accompagnement, permettant d'identifier les espaces les plus propices à l'implantation d'éoliennes, tout en proposant un vade-mecum utile pour la mise en œuvre des projets. Il est destiné à l'information des acteurs locaux impliqués dans les projets éoliens : aménageurs, collectivités territoriales, services de l'Etat, ainsi que les mouvements associatifs et du public concerné. Chaque partenaire dispose ainsi de toute l'information nécessaire et utile au lancement d'une démarche de ce type.

Par ailleurs, il faut également souligner que dès les réflexions préalables au lancement d'un projet éolien (portant notamment sur l'étude de son opportunité et de sa faisabilité), les services de la DDE peuvent apporter conseils et assistance aux élus. Des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage peuvent ainsi être proposées par les services territoriaux de la DDE, pour permettre par exemple le suivi et la conduite d'études approfondies. A ce stade, la communication et la concertation avec les acteurs locaux et la population constituent une étape indispensable.

J'ajoute qu'un « atelier éolien » a été spécifiquement créé dans ce département avec pour vocation d'intervenir dès les phases amont des projets éoliens afin de conseiller les acteurs locaux dans les choix d'implantation et de configuration des sites éoliens, en portant un regard particulier sur l'insertion du projet dans le site. Ce comité technique, piloté par les services de la DDE associe les divers services de l'Etat concernés et peut utilement être sollicité par les élus pour avis.

Il est utile de rappeler enfin que tout projet éolien doit s'accompagner obligatoirement d'une étude d'impact détaillant avec précision les incidences du projet sur le paysage, le milieu naturel et le bruit.

Ainsi, comme vous pouvez le constater, un projet éolien apparaît bien, à la fois dans sa phase préparatoire de réflexion puis dans sa phase d'autorisation administrative ultérieure, comme strictement encadré par la réglementation laquelle prévoit que toute décision d'implantation de ce type ne pourra s'effectuer que dans le respect des règles - notamment environnementales et urbanistiques - et des territoires.

Je puis vous assurer à cet égard que les services de l'Etat seront particulièrement vigilants dans l'examen des dossiers de ce type et attentifs à la conformité des projets présentés avec les diverses réglementations en vigueur.

Tels sont les éléments de précision dont je tenais à vous faire part sur ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Sénateur, l'expression de ma haute considération. *Philippe Guillot*

Le Préfet,



Philippe GUILLOT

Monsieur Michel BILLOUT
Sénateur-maire de Nangis
MAIRIE
B.P. 55
77370 NANGIS